



CHAPITRE 176

CHAPTER 176

LOI RELATIVE AU BIEN-ÊTRE DE LA JEUNESSE

AN ACT RESPECTING THE WELFARE OF YOUTH

Décrets.

1. Nonobstant toute disposition contraire d'une loi générale ou spéciale, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prohiber:

a) Dans les établissements industriels ou commerciaux qu'il désigne, le travail des garçons et des filles âgés de moins de seize ans; et

b) Relativement aux travaux dangereux qu'il désigne, l'emploi des garçons et des filles âgés de moins de dix-huit ans. 1 Geo. VI, c. 84, a. 1.

Entrée en
vigueur.

2. Les décrets adoptés en vertu de l'article 1 entrent en vigueur à compter du trentième jour de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. 1 Geo. VI, c. 84, a. 2.

Contra-
ventions.

3. Toute personne, association ou corporation qui fait travailler un garçon ou une fille en contravention à un décret adopté en vertu de l'article 1 est passible, en sus des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cinquante dollars pour la première offense, et d'au moins cinquante dollars et d'au plus cinq cents dollars pour toute offense subséquente, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'un à trois mois. 1 Geo. VI, c. 84, a. 3.

Exécu-
tion de
la loi.

4. Le ministre du travail est chargé de l'application de la présente loi. 1 Geo. VI, c. 84, a. 4.

1. Notwithstanding any provision to the contrary in any general law or special act, the Lieutenant-Governor in Council may prohibit:

a. Work by boys and girls under sixteen years of age in the industrial or commercial establishments designated by him; and

b. With respect to such dangerous work as he may designate, the employment of boys and girls of less than eighteen years of age. 1 Geo. VI, c. 84, s. 1.

2. The orders adopted under section 1 shall come into force from and after the thirtieth day from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*. 1 Geo. VI, c. 84, s. 2.

3. Every person, association or corporation, who or which causes a boy or a girl to work in violation of any order adopted under section 1 shall be liable, in addition to the costs, to a fine of not less than ten dollars nor more than fifty dollars for the first offence, and of not less than fifty dollars nor more than five hundred dollars for any subsequent offence, and, in default of payment of such fine and costs, to an imprisonment of one month to three months. 1 Geo. VI, c. 84, s. 3.

4. The Minister of Labour shall have charge of the carrying out of this act. 1 Geo. VI, c. 84, s. 4.